54e ANNÉE (6e SÉRIE) N° 47 25 NOVEMBRE 1937

L'AMI DU CLERGÉ

Paraît à Langres tous les jeudis

Mgr F. PERRIOT
Protonotaire apostolique *ad instar participantium*
FONDATEUR

Mgr A. ROZIER
Protonotaire apostolique *ad instar participantium*
Docteur en Théologie, Chanoine titulaire de Langres
DIRECTEUR

Causerie de l'AMI sur les " Revues "

SOMMAIRE

I. Témoignage de M. Bernard Fay sur l'Espagne de Franco. — Voyage à travers l'Espagne nationaliste : l'ordre qui y règne, l'esprit qui y domine. — II. Témoignage du même ordre et de même sens de Nena Belmonte, américain, dans *Commonweal*. — III. Troisième témoignage, complétant les deux autres, de M. Mac Guire, dans *Commonweal*. — IV. La religion de Descartes, par Jacques Maritain ; son erreur sur la théologie. — V. Une convertie de Descartes : Christine de Suède, nouveaux documents sur son histoire ; le drame de Monaldeschi, les causes de son exécution. — Comment se réhabilite la mémoire de Christine.

I

Ce n'est pas la première fois que nous citons ici le nom de M. Bernard Fay, professeur au Collège de France. L'*Ami* a signalé notamment l'un de ses plus récents ouvrages : *La Franc-Maçonnerie et la Révolution intellectuelle du XVIIIe siècle.* Mais M. Fay a publié un grand nombre d'autres travaux, principalement sur l'Amérique, sur Franklin, l'Apôtre des temps modernes, sur Georges Washington, sur Roosevelt. Si nous rappelons sommairement ses titres, c'est que nous comptons le suivre dans un voyage qu'il vient de faire en Espagne. Laquelle ? direz-vous. — Car il y a encore, plus pour bien longtemps, espérons-le, deux Espagnes. Celle que Bernard Fay veut nous faire connaître en son état actuel, c'est l'Espagne blanche, l'Espagne traditionnelle, l'Espagne de Franco.

Mais il y a, autour des faits d'Espagne, une telle conspiration ou de déformation ou d'étouffement ou de mensonge et d'invention pure, que l'on ne saurait s'entourer de trop de précautions pour y choisir un guide et accepter un informateur. Bien des prêtres sans doute ont été assaillis, comme nous-même, de brochures tendancieuses, émanant tantôt du gouvernement de Catalogne ou de Valence, tantôt du parti catholique basque. Ils ont pu être troublés, ébranlés, scandalisés. C'est pour cela que nous citons volontiers ici le témoignage d'un homme de science, d'un observateur qui est aussi un historien connu et justement réputé, d'un homme enfin qui a tenu à être le témoin oculaire des choses qu'il rapporte.

L'article de Bernard Fay, paru dans la *Revue des Deux Mondes* du 1er novembre, a pour titre : *Les Forces de l'Espagne, Croquis derrière le Front.*

En arrivant à St-Jean-de-Luz pour entrer en Espagne, la première information qu'il reçoit de l'ami qui doit le conduire, est celle-ci : « Nous avons pris Santander ». Cela se passe donc au cours des dernières vacances. L'aspect de cette région de la France a frappé M. Fay :

« Depuis quelques heures, depuis que nous avons passé l'Adour et traversé Bayonne, encombrée de miliciens en débandade, de badauds conspirateurs et de mendiants à mitrailleuses, nous vivons dans une France pénétrée d'Espagne ; comme partout chez nous, à l'heure actuelle, les Français s'occupent à se haïr, mais ils ne prennent point même la peine ici de le faire pour des raisons nationales et locales ; toutes les passions y sont rouge et jaune ou violet-jaune-rouge, couleur Franco, couleur Azana. Dans tous les bassins du port de Bayonne, flottent les drapeaux de la République espagnole, à toutes les buvettes résonne le langage castillan ; c'est de l'Espagne que tout reflue, héroïsme et crapule ; c'est vers l'Espagne que tout s'exporte, objets, idées, hommes. »

« Nous avons repris Santander, » a dit l'ami de M. Fay. Et il ajoute :

« Bientôt nous prendrons Gijon, bientôt nous rentrerons à Madrid, et bientôt renaîtra devant le monde une Espagne forte et neuve, qui sera l'élément le plus robuste de l'Europe. Mais aussi le plus imprévu et le moins connu de vous, Français. Vous vous occupez si fort à combattre notre guerre, que notre paix vous surprendra comme un coup de tonnerre. Ne croyez-vous pas que cela soit dangereux ? Nous avons pris Santander avec 50.000 hommes, 110 canons, 30 tanks et tous les espoirs des rouges. Ne voulez-vous pas voir l'Espagne, ne voulez-vous pas voir Santander ? »

Et M. Fay de répondre :

« Oui, je veux voir l'Espagne ; non, je ne veux pas voir Santander. Je veux voir la vie de l'Espagne, je ne veux pas voir ses morts : je porte trop de pitié, trop de respect aux mourants pour désirer les regarder. Je veux voir ce qui arrive, ce qui commence et ce qui grandit chez vous, je veux voir ce qui continue et ce qui se maintient ; je veux voir ce demain en train de naître au milieu des incendies et des massacres ; je veux y toucher, je veux comprendre ce qui est et ce qui sera, non ce qui disparaît et ne sera plus. C'est l'existence de l'Espagne, ce sont ses forces qui m'intéressent, non ses tortures et ses misères. »

Et il est parti.

Première impression : la France est sensée « paisible » et l'Espagne « déchirée par la guerre civile ». Mais, c'est de notre côté de la frontière qu'il a rencontré une atmosphrée de haines, d'intrigues, de complots et d'embuscades, une vraie zone de combat ; tandis que, de l'autre côté de la Bidassoa, après avoir payé deux sous de péage et montré son passeport, il a trouvé « la paix ».

Irun n'offre plus que quelques traces de la guerre. Tout y paraît vivant, animé, allègre :

« Irun a fini sa guerre. Il y a moins d'un an, cette ville résonnait des coups de canon qui ébranlaient la terre ; elle vibrait de la colère des hommes ; elle flambait comme leurs rages. Il semblait qu'elle allait s'engloutir dans leur désastre. Les journaux du monde entier mettaient à la première page l'annonce de sa catastrophe, et des photographies la représentaient en train de brûler et de disparaître. Tout cela a passé comme un rêve. Aussi implacable que la mort, la vie a repris son cours. »

Par contre, Saint-Sébastien, jadis ville de plaisir et de frivolité, est maintenant mélancolique et triste, hors des heures d'affluence :

« Alors, de 11 h. du matin à 2 h. de l'après-midi, l'avenue de la Liberté s'emplit d'une jeunesse multicolore et bigarrée ; elle déborde sur la rue de Miramar et sur la rue d'Hernani... Ce ne sont que jeunes gens à bérets rouges, prêtres couverts d'étoiles d'or, insigne de leur grade militaire ; adolescents armés de carabines ou de fusils hétéroclites, phalangistes de 60 ans, à la chemise bleue et au regard de flamme, vendeurs de journaux, cireurs de chaussures, aboyeurs de billets de loterie, officiers de tout rang et de toutes armes ; mais surtout un flot de jolies femmes, de diverses conditions et de sortes plus diverses encore, mais toutes nu-tête, le teint bruni par le soleil, les yeux enfiévrés par les veilles et le zèle qui les anime... »

Ces femmes, que font-elles ? Ce n'est pas le travail qui leur manque : Foyer du soldat, pour les militaires en congé, soins aux blessés dans les hôpitaux, cantines gratuites pour les enfants pauvres. Elles respirent l'enthousiasme, le dévouement, l'esprit patriotique.

Mais voici un homme qui s'avance, voûté, las, le visage ravagé par la souffrance. Il sort des geôles rouges de Santander.

« J'ai connu plus de vingt prisons, dit-il, dans des cachots, sur des bateaux, dans des hôpitaux et des chaumières. J'ai vécu dans des prisons forteresses et des prisons flottantes. Les rouges m'ont enlevé, il ya un an, et depuis ce temps ils diffèrent de me tuer. Dix fois j'ai manqué d'être assassiné par erreur, ou je fus épargné par mégarde. Les taches du veston que je portais m'ont sauvé plusieurs fois, les combinaisons de mes ennemis plus souvent encore et le hasard plus fréquemment. J'ai fini par être, avec dix-huit autres, le prisonnier otage personnel de la Présidence du Conseil de la République basque, à une époque où il n'y avait plus ni Présidence, ni Conseil, ni République basque, mais où il restait un président, avec ses vingt gardes et nous, seuls vestiges de l'Euzkadi. Ce n'étaient pas de méchantes gens ; quand nos avions venaient bombarder Santander, ils étaient même très aimables et prenaient la soupe avec nous ; mais quand leurs troupes avaient des succès, ils ne nous parlaient plus. Enfin, nous fûmes sauvés par un colonel communiste, qui nous emmena avec lui et eux, dans une barque de pêche, jusqu'à La Pallice, et nous quitta pour aller s'établir épicier à Paramaribo. C'était un de mes amis d'enfance. Il avait été marquis sous la monarchie. »

Et le rescapé continue ainsi longtemps à narrer son histoire étrange. On était épargné, dans les geôles républicaines, sans savoir pourquoi, immolé plus souvent encore, sans savoir pourquoi. Et il en donne des exemples vécus.

Parmi tant d'émotions, la population semble surexcitée, anormale :

« D'une table à l'autre, on échange des propos ; les nouvelles volent de bouche en bouche, celles du front et celles de Salamanque, les potins de Burgos et les échos de Londres. On parle de mort et de mariage ; on entend de l'espagnol, du français et de l'anglais ; toute la vieille Europe d'hier et même celle du XVIIIe siècle est encore là. Dans cette foule légère, qui caquette en robes de deuil et uniformes bariolés, subsiste une existence ancienne aux règles délicates et paraît un monde nouveau aux usages impérieux et originaux. C'est le « monde », mais un monde décimé par les massacres, électrisé par la guerre, anobli par la ruine et la persécution, exalté par la volonté de durer et de créer. Comme Français, je le sens mieux que tout autre, car chez ces gens survit cela même qui était l'Espagne et plus que l'Espagne, cela qui unissait la France à l'Espagne, ces forces et ces joies qu'avaient produites des siècles de chrétienté intelligente, de civilisation subtile et de fierté polie. »

On trouve de tout, dans cette Espagne en crise mortelle, « l'aviateur allemand, l'officier d'état-major italien, le volontaire irlandais, le financier monarchiste argentin et le journaliste français patriote. » La foule semble ne distinguer que les Allemands et les Italiens. Mais les gens mieux informés rendent justice aux sympathies françaises de droite et d'extrême-droite. « L'admiration que l'on a pour Mussolini n'efface pas la gratitude que l'on porte à Maurras. Les Français qui se font tuer pour la faucille et le marteau ne font pas oublier ceux qui sont morts pour la croix et les fleurs de lys. »

Soudain, au milieu du brouhaha des conversations, une humble clochette retentit :

« Pour ma part, dit M. Fay, je ne l'avais pas remarquée, tant elle était faible et se perdait dans la clameur de ces bruits qui accompagnent la fin du jour en une grande cité ; mais elle n'échappa pas à mes voisins et en moins d'une minute toutes les conversations s'arrêtèrent, tous les groupes se rompirent et chacun se mit à genoux, dans la poussière ; ils restèrent ainsi, le front baissé, durant tout le temps qu'il fallut au prêtre, porteur du Viatique, pour parcourir l'avenue et entrer dans la maison où on l'attendait. Puis ils se relevèrent et la vie reprit. »

Un peu plus tard, on entend passer, dans la nuit, des camions chargés de soldats qui partent pour le front d'Aragon, rudement secoué par les rouges. Les jeunes hommes *requetes* et phalangistes, chantent. On entend leur refrain joyeux :

Tous unis pour la bataille,
Nous combattrons côte à côte,
Nous défendrons la bannière
De la sainte Tradition.
Pour Dieu, la Patrie et le Roi,
Nos ancêtres ont su mourir ;
Pour Dieu, la Patrie et le Roi,
Nous saurons aussi périr !

Mais tandis que les *requetes* rappellent le souvenir toujours vivant de don Carlos de Bourbon, les phalangistes évoquent celui de José-Antonio de Rivera.

— « Quelle étrange chose ! remarque M. Fay à son ami. On sent chez ces jeunes hommes une telle joie de la bataille que l'on ne peut s'empêcher soi-même d'en frissonner, et leur ivresse s'exprime par des cantiques à des morts. On les voit pleinement heureux de leur guerre, de leur destin et de leur chef et pas un ne mentionne le nom du généralissime. N'y a-t-il point dans votre armée d'hymne pour lui ?

— Je ne le crois pas, répond l'ami. Les seuls qui professent pour lui ces mêmes sentiments... sont les Arabes, mais ils ne chantent pas. Ils se contentent de parler de lui, car il est tout pour eux, et cette guerre, à leurs yeux, n'est qu'une affaire entre eux et lui. Il ne faut pas les plaisanter sur ce chapitre : un bon aumônier franciscain de Pampelune, qui s'occupait d'évangéliser les blessés marocains, l'apprit à ses dépens. Une de ses ouailles lui déclara un jour : « Je vais mieux, je suis bien content, je vais pouvoir bientôt retourner tuer des rouges. » — « Il ne faut pas dire cela, repartit l'aumônier, tu ne dois pas désirer la mort des rouges, mais leur conversion ; il faut les aimer même si tu dois les combattre. » — « Comment ! tu ne veux pas que je tue les rouges ? rétorqua le Maure, alors tu es un rouge. » — L'aumônier eut beau faire, il ne put ni persuader le soldat, ni le dissuader. La conversation finit brusquement. Toute la journée du lendemain, le Maure sembla préoccupé, affairé, important ; il circulait entre les lits des autres Arabes et chuchotait avec eux. Plus tard, nous sûmes qu'ils avaient tous ensemble rédigé, signé et expédié au général Franco une pétition à peu près en ces termes : « Notre père Franco, à l'hôpital où nous sommes, il y a un prêtre qui est rouge et qui dit que nous devons aimer les rouges. Nous trouvons qu'il faudrait le tuer et nous te demandons la permission de le faire ! »

Tant il est difficile à qui n'est pas chrétien de comprendre le sublime idéal du Christ : « Priez pour ceux qui vous persécutent » !

Heureusement, les Marocains, qui ont rendu de grands services à la cause de Franco, au début, ne sont plus qu'une minorité dans son armée. La masse des troupes est formée de phalangistes, qui ne combattent que pour une Espagne neuve, unie, puissante, selon le rêve de José-Antonio de Rivera, et des *requetes*, qui luttent pour leur foi, pour leur église, pour leur terre.

« Ainsi est faite notre armée, reprenait le narrateur. Elle se compose d'hommes divers et d'unités variables. Elle s'est formée au cours de la lutte, par le combat et pour le combat. Bataillons, régiments, brigades, on en trouve encore parmi nous ; mais l'unité véritable est la « colonne », dont rien ne définit le nombre, la composition ni la hiérarchie. Souvent, elle a été organisée par un homme pour défendre un point donné, puis elle est devenue mouvante et partie de l'armée [1]. D'abord elle n'avait pas de matériel, mais graduellement, à mesure que nous en prenions aux rouges, on a pu lui en donner. Ainsi nous nous sommes armés. Maintenant, nous avons le moyen de construire des canons chez nous à Séville et Reinosa. L'heure critique est passée. Seul le tank russe aurait pu être un danger pour nous, car il est formidable, avec ses deux canons de 75, sa vitesse et son blindage. Deux cents d'entre eux mis en tête d'une attaque auraient tout brisé sur leur passage. Mais les rouges ne l'ont pas fait et ils n'ont pas su le faire ; ils ne le pourront jamais. L'occasion est manquée.

— Ne l'ont-ils pas manquée aussi pour l'aviation ?... Les appareils français, américains et russes qu'ils reçurent passaient pour les meilleurs du monde. Or, il semble, à voir les événements de la guerre, que, sauf un jour, votre aviation a eu constamment l'avantage.

— Cela est vrai. Mais les causes n'en sont pas mystérieuses. Nos appareils sont uniformes, alors que les rouges ont un véritable bric-à-brac. Nos pilotes sont disciplinés et entraînés au vol par équipes. Il leur est possible de partir à deux cents pour aller, six heures de suite, arroser une position, un champ de bataille ou une ville. Cela exige une discipline de fer et un entraînement particulier que les rouges n'ont jamais eus. Il nous a donc toujours été possible de les dominer. Pourtant, cela ne nous aurait pas donné la victoire qui se donne à nous en ce moment. Ce qui fait la surprise, l'admiration et l'émotion de tous, c'est notre fantassin espagnol. Dès le début, nos hommes ont été superbes, mais c'étaient alors des volontaires et ils étaient peu nombreux ; depuis, on a appelé des classes et on les a instruites. On y alla d'abord avec prudence, on n'était point sûr de leur moral, de leur conviction, de leur cran. Maintenant, on est renseigné : ce sont ces enfants qui sont montés à l'assaut de la ceinture de fer de Bilbao et qui l'ont prise ; eux qui ont enlevé, en quinze jours, les lignes et la ville de Santander ; eux qui ont brisé l'attaque ennemie sur Brunete. Nous le savons désormais, il n'y a pas de fantassin sur terre semblable à celui d'Espagne. Le nôtre est le meilleur, car il a de bons cadres, la tradition de la discipline militaire et de l'honneur chevaleresque ; mais les rouges, ceux du moins qui sont Espagnols, se battent bien aussi. »

[1] Songeons aux compagnies de *francs-tireurs* en France, durant la guerre de 1870.

Mais quel chef ont-ils, ces admirables fantassins ? Franco. Qui est Franco ?

Réponse :

« Un général qui se lève tous les matins à 6 h. pour aller à la messe de 7 heures. Un chef qui dirige luimême toutes les opérations. Un généralissime qui n'a point accepté d'autre salaire, durant la plus sanglante et la plus grande guerre civile qu'ait vue l'Espagne, que celui de général de division, comme il l'aurait s'il était capitaine-général des Canaries, en temps de paix. Un homme qui vit avec sa famille, tous ses bureaux et sa garde, dans le palais de l'évêque de Salamanque, grand comme votre palais de Bagatelle, ou à Burgos dans une maison à peine plus grande qu'une villa de bains de mer, cachée dans un fouillis d'arbre, le long d'une grande route. Franco est un homme qui aime se taire et qui déteste s'embarquer dans une entreprise difficile, mais qui ne laisse jamais à mi-chemin un travail entrepris par lui, quel qu'il soit. Franco, c'est l'homme devant qui le destin a fait le vide, en sorte qu'il n'aurait pas même besoin d'être aimé pour dominer ; car tour à tour les rouges ont assassiné Calvo Sotelo, le grand chef monarchiste, José-Antonio de Rivera, le tribun phalangiste, Victor Pradera, le meneur carliste, le général Goded, le plus subtil de tous nos officiers, et le destin a supprimé le général Mola, héros des premiers jours de la révolution, mort à bord de son avion. Amis, ennemis, Providence, tous se sont unis pour mettre Franco seul au milieu et à la tête. »

Le lendemain de cette conversation, M. Fay voit le général Franco à Burgos, devant la cathédrale. Son ami le lui désigne :

« Franco, me dit-il, le voilà, regardez. »

« Et du doigt, il me désignait, dans une auto militaire point très grande, un petit homme assis droit sans affectation, point trop bien rasé, et coiffé d'un bonnet de police point trop propre. Je regardai le général Franco et je ne discernai ni la couleur de ses yeux ni le contour de son visage, mais je vis qu'il souriait. J'ai connu bien des sourires, mais celui-là était différent de tous ceux que j'avais connus jusqu'alors. Ce n'était point le sourire d'André Tardieu, barbelé, hérissé de toutes les pointes de son intelligence étincelante et dont l'éclat âpre lui sert à cacher cette sensibilité exquise, avide et généreuse, dont il semble craindre que son cœur n'embarrasse son esprit. Ce n'était pas le sourire immense, envahissant et absorbant dont Franklin Roosevelt enveloppe ses interlocuteurs, pour établir entre eux et lui ce curieux mirage de la confiance sentimentale et de l'enthousiasme politique. C'était un sourire à fleur de visage, qui tenait à peine aux lèvres, aux yeux, aux traits du général et qui semblait toujours prêt à se détacher, un sourire léger comme la bonté et discret comme la vérité.

Au centre de l'Espagne, ce petit homme qui parle peu et qui se garde de briller est assis au coin d'une pièce longue devant une tapisserie des Flandres. Sur une grande table, se déroule toute la carte du front qu'il vient d'étudier. La fenêtre ouverte sur le jardin laisse entrer des bouffées tièdes de senteurs et la vague rumeur de la ville. Quand il n'est pas au front, ou à Salamanque avec sa famille, on le retrouve là. Il y reçoit les préfets qui viennent prendre des ordres, les archevêques qui apportent des bénédictions, les journalistes qui quémandent des confidences, et ses colonels qui se présentent aux instructions.

Avec peu de bruit et peu de gestes, il commande ; mais le moins possible. Mussolini, Hitler, Staline, Roosevelt ont voulu devenir pour leurs peuples des obsessions et le sont devenus ; pour être, il leur faut être partout et tout. Franco se tient à l'écart des passions les plus violentes de son peuple, mais non de ses besoins et de ses désirs. De sa main ferme, il les ajuste de temps en temps, comme un bon ouvrier ; et son petit sourire semble leur dire, en guise de compliment ou d'excuse : « Doucement ! »

Nous avons cité tout au long ce portrait du fantassin espagnol et de son grand chef Franco. Ce sont ces deux types humains qui sont en train de reconstruire la malheureuse Espagne. Si Franco prend place parmi les « dictateurs » de l'Europe, il y gardera sa physionomie bien à part. Rien de brutal, rien de grandiloquent, pas de phrases, pas de vastes plans quinquennaux ou autres, pas d'ukazes violents à la russe. Du calme, de la réflexion, du silence, de l'autorité. S'il faut lui chercher un semblable, ne serait-ce pas au Portugal, avec Salazar ?

De Burgos, M. Fay est allé à Salamanque, véritable capitale de l'Espagne blanche. Il la décrit avec charme. Mais ce qui nous importe ici, ce sont les idées et les hommes, plus que les paysages. Bornons-nous à la conversation suivante, qu'il nous rapporte :

— « J'admire cette féerie espagnole dans laquelle je suis plongé depuis St-Sébastien... Je n'avais pas vu votre pays depuis trois ans ; il était alors superbe, comme il ne peut pas manquer de l'être, mais trouble et maussade. Aux courses de taureaux, la foule ne se lassait pas de siffler. Et sur tous les visages on voyait un mauvais sourire, âcre, comme en ont les spectateurs d'un drame ennuyeux et pénible. Maintenant, ils semblent ravis ; la vie et la guerre, et même la mort, tout paraît les intéresser.

— Il y a trois ans, me répond le fonctionnaire espagnol qui passe la soirée avec nous, le peuple espagnol ne savait ni ce qu'il voulait, ni ce qu'il serait. On l'a vu aux dernières élections. Nous n'eûmes pas la majorité ; mais les rouges, quoi qu'ils en aient dit, et malgré leurs procédés frauduleux, n'eurent pas non plus de majorité ; il n'y eut pas de majorité en Espagne. Le peuple inquiet souffrait de cela et il en souffrait amèrement, car les peuples, comme les enfants, goûtent plus leur avenir que leur présent. Maintenant ils sont lancés dans la révolution, elle les emporte, elle les encadre, elle les soutient et les pousse, ils sont heureux.

— Sans doute, ajouta l'officier qui complétait notre trio. Mais ne serait-il pas juste de dire qu'ils le doivent à l'armée, sans laquelle il n'y aurait pas eu de révolution ? Le peuple souffrait, hésitait, les parlementaires pataugeaient dans la concussion et dans la boue ; vous criiez dans le désert et vous complotiez dans des caves, bien en vain. L'armée a donné l'impulsion, et partout où elle a agi, la Révolution a réussi. Là où elle n'a point pris l'initiative, le gouvernement rouge s'est maintenu. Santander, Cuença étaient des villes de droite, nous étions sûrs d'elles : pourtant elles n'ont pas bougé, car la troupe n'était pas là pour mener les civils ; au contraire, Vittoria, Séville, Cordoue, Grenade, où nous comptions bien des ennemis, furent nôtres dès le début, parce que l'armée s'en empara sans coup férir.

— Cela est vrai, reprit le civil, mais l'armée soulevée à Madrid, à Barcelone, à Valence, laissa pourtant écraser notre mouvement dans ces villes. Vous le savez, le lendemain même de son intervention, le général Mola était prêt à juger la partie perdue à l'annonce des événements que lui transmettait le téléphone, quand son chef d'état-major, le prenant par la main et écartant le rideau, lui montra sous sa fenêtre 30.000 paysans navarrais venus pour se battre. A Burgos, j'ai vu le même spectacle ; sitôt que la nouvelle de notre soulèvement parvint dans les campagnes, les autobus affluèrent à la ville, surchargés de paysans armés, qui venaient offrir leur sang... »

Cela prouve que l'on ne peut pas dire que la révolution, en Espagne, ait été seulement ni même principalement le fait de l'armée. Cette dernière ne voulait pas de guerre civile. Elle était décidée à marcher si Franco se mettait à sa tête, mais Franco hésitait. Ce fut Mola qui prépara l'insurrection, mais il n'avait pas l'autorité de Franco. Les officiers étaient exaspérés de l'anarchie qui régnait dans le pays et des insultes que les socialistes déversaient chaque jour contre eux. A Madrid, un officier assassiné par les gardes civils fut vengé par ses camarades ; mais il n'y eut pas de chefs pour exploiter l'incident, qui avait affolé le gouvernement rouge. Ce ne fut que l'assassinat de Calvo Sotelo qui mit le feu aux poudres. Mola réussit alors à décider Franco et ils lancèrent tous deux le coup d'Etat. Mais ils faillirent le manquer complètement, par la trahison des généraux.

« Si vous faites une révolution, remarque l'un des interlocuteurs de M. Fay, méfiez-vous des généraux ; ils ne sont fidèles qu'à leur avancement... Quoi qu'il en soit, nous fûmes trahis par beaucoup d'entre eux ; à Burgos, à Valladolid, à Santander, à Valence, à St-Sébastien, au Maroc, les généraux en chefs se tournèrent contre nous. Nous pûmes arrêter celui de Burgos, celui de Valladolid, et celui du Maroc, puis les fusiller ; mais à Santander et à Valence leur trahison fut fatale à la garnison ; à St-Sébastien, quand le général voulut se rallier à nous, il était trop tard, il fut massacré par les rouges qu'il avait armés. A Madrid, nous craignions l'aviation et comptions sur l'artillerie ; il y eut une faute quelconque ; l'artillerie qui devait bombarder le terrain de l'aviation ne le fit pas ; l'infanterie ne se porta pas au secours de la caserne assiégée par les socialistes, et nous sûmes plus tard que l'aviation aurait été avec nous ! A Barcelone aussi nous fûmes trahis, je ne sais comment. Enfin, après huit jours, nous ne tenions plus que le Maroc, la Navarre, la Castille, la Galice, quelques villes d'Andalousie et des cités çà et là. Le coup d'Etat avait raté... Au 25 juillet 1936 [1], les rouges avaient plus de troupes, infiniment plus de canons, de munitions et de camions que nous, qui n'avions rien. Ils avaient aussi l'argent ; Indalecio Prieto disait : « Nous gagnerons la guerre, parce que nous avons l'or. » Pourtant, ils la perdent, cette guerre, et ils ont perdu tout leur or, parce que nous, nous avions l'esprit.

Du 19 juillet au 15 août, ils ont brûlé les églises, massacré les prêtres, égorgé les officiers, répandu partout le désordre et l'horreur ; ils ont tout ruiné autour d'eux et sous eux, pendant que nos Navarrais et nos Castillans, dans le nord, poussés par l'enthousiasme et

[1] On se souvient que la guerre civile a éclaté le 17 juillet.

l'indignation de vingt générations, se soulevaient avec la force irrésistible de la foi, et que, dans le sud, nos phalangistes, entraînés par cet espoir immense de l'Espagne à venir, faisaient le miracle de tenir l'Andalousie. Et puis, il y eut Franco, qui remplaça par des avions les navires qui lui manquaient, par une constance inflexible la bonne fortune qui se dérobait, et par la victoire militaire les succès politiques... Au 25 juillet 1936, tout semblait perdu ; au 19 août encore, Mola jugeait impossible de réussir ; en novembre 1936, après l'échec sur Madrid, notre cause fut désespérée. Elle triomphe aujourd'hui. Parce que dans le pays et dans l'âme du peuple une force a triomphé... »

Quelle fut cette force ? Ne nous lassons pas de le dire : la foi catholique jointe à la foi patriotique, l'une allumant et entretenant l'autre !

* *

M. Fay rapporte ensuite ce qu'il a vu, en parcourant l'Espagne de long en large. Partout des traces incontestables de la guerre, et partout, cependant, une flamme de vie et de travail :

« Semblable aux trois jeunes hommes dans la fournaise, l'Espagne embrasée louait la vie et célébrait Dieu en un psaume éclatant... Civils et combattants, tous fermaient à la politique leurs yeux et leurs oreilles, tous, sans or, vivaient du sol et de la confiance qu'ils avaient les uns dans les autres ; dans les villes et les villages, on n'apercevait point de policiers ; peu de gendarmes, point de proclamations : tout ce qui se faisait semblait sortir du peuple même, sans que l'on rencontrât cette lourde machine administrative, obsédante partout ailleurs. »

Notre auteur a visité les sanctuaires : de S. Jacques de Compostelle à S. Dominique de Silos, de sainte Thérèse d'Avila à sainte Foy de Roncevaux. « Sur plus de mille lieues, dit-il, j'ai traversé l'Espagne de part en part, allant partout où il me plaisait, causant, interrogeant, observant et priant. »

Quel spectacle s'est offert à lui, dans cette Espagne reconquise ? Donnons son résumé final :

« J'ai vu dans les églises d'Espagne, ruisselantes d'or ou engourdies dans la poussière, au cœur des grandes villes ou perdues dans les campagnes sans limites, j'ai vu les femmes à genoux, les bras en croix, prier pour ceux qui ne reviendraient pas ; j'ai vu à la messe du dimanche le prêtre, en son confessionnal, assiégé par la foule qui s'attachait à lui ; de chaque côté, une femme attendait à genoux sa bénédiction, et un soldat, penché à l'intérieur, se confessait, la joue contre la joue du prêtre qui lui avait posé la main sur l'épaule. J'ai vu partout la prière et partout la foi. J'ai vu partout cet ordre que l'on rencontre parmi les hommes, quand ils cessent de se considérer les uns les autres, pour tourner leurs regards vers le ciel ; j'ai trouvé chez les vivants la sérénité des morts et chez les agonisants l'allégresse de la vie. »

De nouveau, l'esprit de la croisade, comme au temps de la lutte séculaire contre les Maures, s'est réveillé. Et pourtant, il y a un an, le bolchévisme avait failli tout submerger. Des soviets se formaient un peu partout. La révolution nationale a eu à refouler une nouvelle invasion du paganisme et des infidèles.

— « Ce n'étaient point de méchantes gens, » dit à M. Fay le R^me^ Père Abbé bénédictin de St-Dominique de Silos, en parlant des rouges qui avaient projeté l'incendie et le pillage de son couvent, le massacre des moines. « Mais ils étaient aveuglés ; une propagande, qui voulait éteindre dans toute l'Espagne la foi chrétienne et la vie spirituelle, les avait corrompus, comme elle cherchait à corrompre tout le pays. C'est elle qui, enfin, a suscité dans notre peuple cet élan de colère sainte et d'héroïsme guerrier. C'est elle que l'Espagne est résolue à combattre, à confondre et à écraser, car c'est elle qui, seule, est cause et responsable des horreurs que nous avons connues. »

Puis, avec une paternelle bonté, qui n'excluait pas une émotion profonde, il ajouta : « Il est beaucoup de catholiques de par le monde, même en France, qui ne semblent point comprendre cela ; de toutes les horreurs de la guerre présente, de tous les scandales de l'heure, c'est le plus douloureux. »

M. Fay appuie cette dernière affirmation, si mélancolique et si poignante, par les confidences moins mesurées d'un prêtre espagnol, rencontré à Burgos, après qu'il avait échappé aux fureurs de la persécution dans Barcelone.

— « Je pensais, lui dit ce prêtre, avoir épuisé sur la terre d'Espagne tous les sentiments d'amertume et d'horreur, mais je m'étais trompé ; en arrivant sur ce sol de France, qui m'est cher et que je nomme ma seconde patrie terrestre, je devais éprouver une souffrance plus inattendue, plus amère et plus profonde que toutes mes autres peines. Je n'en pus d'abord croire mes yeux, quand je vis, dans vos journaux, dans vos revues catholiques, ceux-là même qui font profession le plus publiquement de catholicisme et que je pourrais appeler les catholiques officiels, accepter sans scrupule les pires mensonges des ennemis de l'Espagne et du Christ, que dis-je ? mettre leur coquetterie à se prétendre impartiaux entre les massacreurs et les massacrés ; si nous faisions un geste pour protester, ils nous demandaient des preuves, des explications et des textes de conciles, et cela à l'heure même où nos persécuteurs venaient de nous arracher la langue, de nous crever les yeux et de nous couper les mains. Nous n'avions que notre sang à leur offrir ; ce n'était point assez. Ils préféraient les circulaires ministérielles et les statistiques de la Société des Nations. Eux, Français, eux catholiques, ils trouvaient plus facile d'accepter la supposition vile d'un complot politique que l'évidence d'un élan héroïque et spontané. Sans même attendre le témoignage de nos évêques, ils condamnaient ou raillaient notre guerre sainte.

Ne sont-ils plus capables d'honneur ? Ne sont-ils plus susceptibles de dégoût ? Ont-ils tant vécu parmi les vices de votre littérature qu'ils ne puissent plus concevoir de réel que la bassesse, de charitable que la faiblesse, de saint que la trahison ? Tiennent-ils tant à la vie qu'ils ne puissent comprendre ceux qui sont prêts à la sacrifier pour la justice et pour le règne du Christ ? Ne voient-ils pas qu'ils insultent l'Espagne et qu'ils renient le Christ, quand ils refusent de comprendre la qualité de notre sacrifice et le sens de notre combat ?... »

Nous ne craignons pas de reproduire ici, dans toute sa pathétique exagération, ce réquisitoire d'un de nos frères du clergé espagnol, pour faire comprendre à tous les catholiques de France le danger qu'il y a à accueillir, à la légère, des informations venues d'un camp où, pourtant, nous ne pouvons ignorer que la recommandation de Voltaire n'est jamais oubliée : « *Mentez, mentez, mes amis, il en restera toujours quelque chose !* » Rappelons-nous toujours notre clergé d'Ancien Régime. Il n'était pas sans reproche, nous le reconnaissons, mais il se montra si grand en face de

la mort, qu'on ne peut pas ne pas l'admirer, et il n'avait pas perdu le pouvoir de transmettre la flamme. C'est par lui que se sont formés ceux et celles qui ont opéré la restauration catholique de la première moitié du XIXe siècle, en France. Et ne soyons jamais ni injustes, ni trop crédules.

II

Mais M. Fay n'est pas le seul qu'une visite d'étude et d'observation dans l'Espagne de Franco a tenté. Il nous est agréable de rencontrer dans une revue toute différente de notre vieille *Revue des Deux Mondes*, des notations qui viennent renforcer, confirmer et compléter les siennes. Nous voulons parler de *Commonweal*, la revue catholique américaine, qui, l'une des premières, a protesté, il y a six mois, contre la campagne systématique de mensonges qui a essayé de tromper l'univers sur le sens général et sur les événements eux-mêmes de la révolution espagnole.

Nous ne citerons ici que les articles les plus récents de cette revue, qui en a publié un très grand nombre, plus ou moins étendus.

Le 15 octobre, courte attestation de Nena Belmonte, intitulée : *La Vie dans l'Espagne nationaliste* (Life in nationalist Spain).

Nena Belmonte a séjourné dix mois dans l'Espagne reconquise par Franco :

« Durant dix mois, j'ai couvert chaque pouce du territoire, depuis les fronts de bataille jusqu'aux coins les plus éloignés de l'arrière. Je suis arrivé à cette conclusion, — partagée par la plupart des écrivains qui ont visité l'Espagne de Franco, — que ce n'est pas seulement le courage de ses troupes qui est en train de gagner la guerre, mais la magnifique organisation et la coopération des civils de toutes les classes. »

A Saint-Sébastien, à Bilbao, Burgos, Valladolid, Salamanque, Séville, Cadix, Cacérès (Estrémadure) et Malaga, partout la vie est normale, les conditions de la vie sont économiques, les affaires marchent comme si la guerre ne faisait pas rage. Dans le meilleur hôtel de Séville, *Andalucia Palace*, on vous demande 30 pesetas par jour, pour la chambre avec bain et les trois repas (soit environ trois dollars). Les œufs coûtent, en Espagne blanche, 30 cents américains, soit, au cours de notre franc dévalué, 9 fr. la douzaine, le sucre et le riz 2 fr. 40 la livre, les pommes de terre environ 60 centimes, le veau 9 fr. et le pain un peu plus de 90 centimes la livre.

Le général Franco ne se borne pas à diriger la guerre. Il a recommandé la culture assidue de la terre. L'Espagne nationaliste a eu, cette année, une magnifique moisson. Elle possède 65 % du blé de l'ancienne Espagne, 68 % des pommes de terre, 75 % du bœuf, 70 % du mouton et du porc, 67 % des pêcheries, 80 % du fer et de l'acier, 98 % du cuivre, 67 % du ciment et 66 % des explosifs.

La peseta nationaliste a une bien plus haute valeur que la peseta républicaine. Le 18 juillet dernier, la peseta espagnole valait 1 fr. 60, et la peseta républicaine seulement 0,42. Dans l'Espagne de Franco, les conditions de vie sont meilleures, les salaires plus élevés pour toutes les classes laborieuses. Il est prêté la plus grande attention au bien-être des femmes et des enfants des mobilisés. La femme espagnole sait s'élever à la hauteur des circonstances. Elle fait ce que faisait la paysanne française durant la grande Guerre. Elle se charge de tous les travaux que les hommes ont dû abandonner pour aller ou front. Et nous ne parlons pas seulement des plébéiennes, mais aussi des femmes de l'aristocratie. L'Espagne nouvelle ne connaît plus la distinction des classes ; l'union sacrée a rapproché tous les cœurs, fait disparaître toutes les barrières. Des maternités ont été créées où tous les soins nécessaires à la formation d'une race saine et vigoureuse sont accordés à toutes les mères. Le bien-être social est assuré par des postes d'alimentation ouverts dans tous les villages par l'*Auxilio Social*, organisation syndicaliste-nationale. Des réfectoires ont été ouverts pour les enfants pauvres de 2 à 12 ans. Une entr'aide admirable a transformé la physionomie de la population sur des bases chrétiennes. Des colonies de vacances fonctionnent sur tout le territoire nationaliste. On a même conduit des colonies d'enfants à l'Etranger, pour leur donner une formation élargie : Miguel Fleta, autrefois ténor de l'Opéra à Madrid, a organisé récemment un tour en Italie pour 800 jeunes filles et enfants.

La scolarité est excellente dans tous les villages. On a rappelé les instituteurs du front. La discipline scolaire est stricte. Des groupes enfantins se sont créés sous le titre de *Flechas*, *Pelayos*, *Margaritas*. Des patronages pour le jeu et pour le travail ont été établis. Des initiatives fécondes se multiplient pour la formation de la jeunesse. La nouvelle Espagne ne veut plus de parasites de la société, plus de gens vivant de la sueur des autres. Les orphelins de guerre sont pris en charge par l'Etat, qu'ils soient blancs ou rouges. On leur apprend à repousser toute haine, à aimer tout ce qui est Espagnol, à pratiquer la camaraderie sans distinction d'opinions. Le nouvel Etat répudie la lutte des classes, il veut réaliser l'union de tous les citoyens pour la reconstruction du pays. Il n'est pas une femme qui ne soit engagée actuellement en quelque sorte de travail utile à la nation, travail des champs, métier, services sociaux, hôpitaux, écoles, presse, etc. « Cela a naturellement donné à la femme espagnole un vigoureux sentiment d'indépendance et de confiance en elle-même. Tout en gardant ses traits féminins et son charme, elle est devenue une travailleuse active et courageuse. »

Conclusion de cette enquête :

« Le spectacle de l'Espagne, derrière les fronts de bataille, est digne d'être contemplé. De magnifiques organisations rendront le pays capable de terminer la guerre et de reprendre son mode normal de vie sans difficulté. L'armée du service social du général Franco suit la marche de ses troupes et réorganise la vie dans toutes les villes et villages peu de temps après leur conquête. Mon séjour de dix mois dans ce pays m'a convaincu que l'Espagne nationaliste est maintenant l'un des lieux où la vie sera le plus confortable et le plus paisible, au monde, en ce temps de crise universelle. »

En somme, une fois de plus il sera vrai que la Providence n'efface que pour reconstruire, ne supprime que pour réédifier, ne permet les catastrophes que pour tirer du mal un grand bien !

III

Mais on ne se lasse pas de recueillir des témoignages aussi réconfortants, et qui reposent de façon si utile des rumeurs tendancieuses et sinistres que les ennemis de l'Espagne catholique voudraient faire prédominer partout.

J'emprunte donc encore à *Commonweal*, dans son n° du 29 octobre, un article intitulé *The new Spain*, par Owen B. Mac Guire : *La Nouvelle Espagne*.

L'auteur est un publiciste catholique très connu en Amérique. Il a été l'un des premiers à alerter le monde catholique, pour le mettre en garde contre le truquage voulu des nouvelles d'Espagne, et notamment contre la prétention de faire passer auprès de tous les fervents de la *démocratie*, c'est-à-dire de la liberté civique, le gouvernement de Valence comme le seul qu'un démocrate puisse accepter ! Après avoir publié dans *Commonweal* une série d'articles que nous avons déjà signalés [1], et dont le dernier était daté de New-York, 3 septembre, M. Mac Guire a voulu venir en Espagne. C'est de là qu'il écrit l'article que nous allons résumer.

Il a obtenu sans difficultés toute permission de voir, d'interroger, de conduire son enquête comme il l'entendait. Rien de semblable ici à ce qui se passe en Russie soviétique ! Il a, durant cinq semaines, voyagé dans tous les sens. Et il a constaté que ce que lui avait affirmé un de ses amis habitant Gibraltar, sur la paix, la prospérité, l'état entièrement normal, la gaieté et l'intensité de la vie nouvelle dans les territoires délivrés par Franco, est parfaitement exact, bien plus, se trouve encore au-dessous de *la réalité* (Falls short of the actual conditions). Chaque jour de nouvelles preuves s'ajoutent aux anciennes.

Savez-vous ce qui s'est passé lors de la prise de Santander ?

« Les habitants, conduits et encouragés par la Garde civile (police nationale armée), se sont soulevés et ils ont chassé les mécréants qui les terrorisaient depuis 14 mois, et ils ont repris possession de leur cité qu'ils gouvernent actuellement. Le maire et le Conseil municipal qui étaient en fonctions avant la Terreur rouge y sont revenus. L'armée est entrée sans coup férir. Sur ses talons venait l'*Auxilio Social* (le Secours Social), une organisation d'hommes et de femmes qui fait l'admiration de tous ceux qui l'ont vue à l'œuvre. Elle est arrivée avec des camions chargés de pain et d'autres provisions qui ont été distribués à tous les nécessiteux, sans distinction entre Rouges ou Nationalistes. Telle est la politique prescrite par Franco. Elle est appliquée dans toute cité ou tout village libéré par les troupes : « Nous ne faisons pas la guerre, dit-il, contre notre peuple, mais contre la Russie, le communisme et le Komintern. »

De fait, cette politique rassure immédiatement la population, à laquelle on avait fait croire que le triomphe des blancs serait suivi de sanglantes représailles. Il est aisé de voir que si ces représailles avaient eu lieu, les feuilles communistes en auraient poussé des rugissements qui auraient rempli l'univers ! Les ci-devant rouges, abusés par les meneurs, sont rentrés dans leurs foyers, pleins de joie. L'archevêque de Westminster avait raison de dire que l'évacuation des enfants de Bilbao, ordonnée par les rouges, n'était qu'une « réclame politique, *a political racket* ». Mais cela était vrai aussi des adultes. Sur les 73.000 soldats faits prisonniers soit dans la cité, soit dans la province, la majorité a demandé la permission de se battre avec les nationalistes ! Companys lui-même, le président de la Catalogne, a déclaré que s'il vient à être contraint de se rendre, il se rendra à Franco et non à la Junte de Valence. Le seul fait qu'il parle de la sorte, atteste qu'il croit la partie perdue pour le communisme. Dans son cœur, il accepte déjà les faits.

Nous allons citer ici textuellement l'article de Mac Guire, parce qu'il concerne la France, et qu'il nous est bon de connaître, même si des réserves s'imposent, ce qui est dit de nous à l'Etranger :

« Au début de la guerre, les rouges avaient confiance dans l'aide qu'ils recevaient de Russie et de France. Cette aide était due, dans une large mesure, à la malhonnêteté *(dishonesty)* du gouvernement Blum qui, en même temps qu'il favorisait officiellement la non-intervention par crainte d'une guerre mondiale, ne craignait pas en fait d'autoriser, sinon d'encourager, le recrutement ouvert pour l'Espagne rouge en toute cité de France (une baraque dans ce but opérait en plein Paris), et l'usage de son territoire pour permettre à la Russie de fournir des secours de toute sorte et de leur faire passer la frontière. Sans cela, l'intervention russe aurait été limitée. »

Malgré cela, le gouvernement de Valence s'est bien vite rendu compte qu'il était en train de perdre la partie. Alors, il a tenté de gagner à sa cause les « nations démocratiques », la France et l'Angletere, et de les faire intervenir pour imposer leur médiation et établir une paix forcée. Mais cette manœuvre a aussi échoué. Sans doute, l'Angleterre ne désire aucunement avoir aux portes de la Méditerranée une puissance forte et, qui plus est, ayant partie liée avec l'Italie. Mais l'Angleterre est bien résolue à y regarder à deux fois avant de se jeter dans une guerre mondiale.

Actuellement, deux politiques s'opposent dans le camp des gouvernementaux : celle des extrémistes, représentés par Largo Caballero, et celle des modérés, représentés par Indalecio Prieto, richissime bourgeois de Bilbao, qui n'est cependant pas Basque. Avec Caballero, il s'agirait de susciter, au sein du prolétariat, un tel mouvement que les gouvernements démocratiques soient, bon gré mal gré, contraints d'agir. Avec Prieto, la manœuvre est plus subtile et aussi plus dangereuse. Sa politique est encore substantiellement la même que celle de 1931. Il faut à tout prix offrir au monde un front respectable, les apparences de la légalité et de l'ordre, de la tolérance religieuse même, pouvoir se donner les dehors d'une République honorable et régulière. Prieto assure que si Franco accepte de traiter, la République peut être sauvegardée. Il promet de convaincre ses amis socialistes de la nécessité de supprimer sans pitié les anarchistes, les syndicalistes et les communistes. Il tend à obtenir une paix à l'eau de rose, pour arriver à la République démocratique. C'est là

[1] *Ami* du 23 septembre 1937, p. 561.

ce qui le met aux prises avec Largo Caballero. Il espère que des démocraties appuieront son action à fond. Mais jusqu'ici Franco ne s'est pas laissé persuader. Il suit attentivement le jeu de Valence et ne croit qu'à demi aux promesses de Prieto, qui exagère son propre pouvoir sur ses amis. Il faut pourtant retenir, des avances de Prieto, qu'il estime la guerre perdue et aussi qu'il ne peut y avoir de paix pour l'Espagne sans l'élimination totale du communisme russe et de l'anarchisme.

En attendant, ce que M. Owen Mac Guire peut attester, c'est le grand enthousiasme qui règne dans l'Espagne de Franco, dans cette « nouvelle Espagne » qui aspire à faire revivre la « vieille Espagne ». Ce qu'il peut affirmer, ainsi que les deux autres témoins cités ci-dessus, c'est qu'il est totalement faux que la Révolution nationaliste soit simplement le résultat d'un de ces pronunciamientos militaires dont l'Espagne a connu tant d'exemples. Présenter cette Révolution comme une révolte de soldats mécontents contre un gouvernement *légitime*, c'est commettre la plus violente erreur qui puisse être commise. Citons Mac Guire :

« Laissons de côté, écrit-il, la question de légitimité, provisoirement. Il n'y a pas eu en fait de révolte militaire. Durant les deux ans de son gouvernement, le régime Azana a détruit l'armée de la monarchie, par une série d'épurations et de mises à pied qui rappelle ce qui se produisit en France après l'Affaire Dreyfus. Le gouvernement Centre-Droit des deux années suivantes avait essayé de refaire une armée nouvelle avec un sang plus jeune. Quand Azana revint au pouvoir, il reprit le système de l'épuration. Mais, pis que tout cela, par une faiblesse insigne en face des clameurs des marxistes contre l'armée et la police, — excepté leur police à eux, — il désorganisa les garnisons des villes, au moyen de mises en congé ou par d'autres procédés, jusqu'à ce qu'en juillet 1936, il ne pouvait plus y avoir une armée en révolte. La garnison de Séville, capitale du sud, était tombée à 185 hommes. A Pampelune, elle atteignait 450 hommes. De même ailleurs. »

Dans ces conditions, la marche de Franco, venant du Maroc par la voie des airs, lorsque la flotte lui eut fait défaut, et soulevant le pays à son arrivée, ne peut être comparée qu'à celle de Napoléon revenant de l'île d'Elbe, avec un petit nombre de compagnons et gagnant les soldats mêmes envoyés contre lui. Quand Franco parvint devant Madrid, après avoir délivré les héros de l'Alcazar de Tolède, il avait libéré 12 millions d'Espagnols, et ne comptait pas plus de 12.000 soldats réguliers, tout le reste était formé de volontaires. Ce qu'il avait, c'étaient des cadres, mais le nombre de ses soldats de carrière demeurait infime. « Peut-on admettre honnêtement que sa marche sur Madrid eût été possible, si ces 12 millions d'habitants ne l'avaient accueilli comme un libérateur ? »

Aujourd'hui, il est maître de 15 millions d'Espagnols, les deux tiers de la population. L'enthousiasme n'a pas fléchi à son égard. Il a partout substitué l'ordre à l'anarchie. Si vous en doutez, déclare-t-il, allez-y voir. Aux correspondants de journaux, réunis à Salamanque, il disait : « Allez où bon vous semblera. Voyez par vous-mêmes. Nous ne vous demandons que de dire la vérité. Vous trouverez partout la vie redevenue normale, autant que cela est possible en temps de guerre. »

« Un gentleman américain qui a passé des années en Espagne, écrit Mac Guire, à la tête de la grosse entreprise industrielle, qui emploie des milliers d'ouvriers, de l'*Armstrong Cork Company*, me disait l'autre jour : « J'ai eu à réviser mon opinion sur le peuple espagnol. Ils avaient de l'intelligence. Ils avaient de l'énergie. Mais j'avais souvent pensé qu'ils étaient dépourvus du don de l'organisation. J'avais même cru qu'il y avait chez eux de la lâcheté dans leur soumission aux abus et aux misérables tyrannies qui les rongeaient. Tout cela a changé. Et je ne parle pas seulement du mouvement militaire. La manière dont les populations civiles ont organisé et maintenu partout les gouvernements locaux, construit des organisations subsidiaires de secours, pour l'industrie, pour la restauration du pays, m'a stupéfait. C'est pourquoi j'ai eu à réviser mon opinion sur eux. »

Et Mac Guire ajoute : « Que de fois j'avais eu les mêmes pensées autrefois sur ce pays ! Des années avant la chute de la monarchie, j'écrivais : « Depuis cent ans, l'Espagne a été le pays le plus mal gouverné, le plus foulé d'Europe. »

Mais il y a eu un grand réveil de toute la nation. L'Espagne est un pays latin. Elle n'a pas perdu les leçons de l'ancienne Rome, pas plus que l'Italie, qui a passé, elle aussi, par une période d'anarchie libérale assez semblable à la sienne. La race espagnole, si race il y a, n'a pas perdu sa fierté, son élan militaire, son dédain de la mort, sa force d'idéal et de dévouement aux grandes causes, que tant de pages de son passé ont mis en évidence. Rappelons-nous les grandes découvertes du XV^e^ siècle, la lutte contre les Maures, les *conquistadores*, la bataille de Lépante, la lutte contre les soldats de Napoléon et contre Napoléon lui-même. La défense de l'Alcazar ne rappelle-t-elle pas celle de Saragosse ? Quand le général Macardo reçut de son propre fils le message téléphonique lui annonçant que les Rouges le tueraient, si son père ne se rendait pas, il répondit simplement : « *Meurs comme un Espagnol et un chrétien !* » Le fils fut exécuté et le père continua à se battre !

Mais écoutez encore ceci :

« La Junte de Madrid envoya le chanoine Caramasa, pour parlementer avec le général. C'était le prêtre le plus éloquent du diocèse. Je l'ai connu, dit M. Mac Guire, à Madrid et j'ai été son hôte dans sa demeure. La scène qui suivit sa messe à l'Alcazar m'a été décrite par un des survivants. Il fit le plus émouvant appel. Il n'y avait plus d'espoir pour les assiégés, disait-il. Toute résistance ultérieure était inutile, presque criminelle. Ils avaient donné des preuves suffisantes de leur courage et de leur patriotisme. On lui répondit que la garnison, jusqu'au dernier homme, était décidée à tenir jusqu'au bout, quelle que pût être l'issue fatale ! — Et les femmes, que deviendraient-elles ? — « Laissez-les décider pour elles-mêmes. Consultez-les ! » On appela des femmes. On leur expliqua la situation et les propositions faites. Elles se retirèrent pour consulter leurs sœurs. Puis la délégation revint avec cette réponse : « Nous ne voulons pas séparer notre cause de celle de nos maris, et si le dernier homme tombe, nous tiendrons le fort nous-mêmes et poursuivrons la lutte ! »

Cherchez, dans toute l'histoire de l'Espagne ou d'ailleurs, quelque chose de plus beau !

Or, c'est l'esprit qui règne actuellement dans toute l'Espagne de Franco. Et qu'on ne dise pas que cette Espagne va devenir une annexe ou une colonie de l'Italie ou de l'Allemagne. C'est une plaisanterie de raisonner ainsi. La Révolution de

Franco a été un sursaut de nationalisme contre l'emprise de la Russie. Elle ne se laissera pas escamoter par une autre nation étrangère !

L'histoire ajoutera cette guerre civile de 1936-1937 à la guerre d'indépendance contre Napoléon. Si notre gouvernement français ne sait pas reconnaître du côté de Franco ce droit des peuples à disposer d'eux-mêmes que nous attribuons fièrement à la Révolution française, c'est que l'esprit de 1789 a bien baissé chez ceux qui s'en réclament le plus ordinairement et surtout le plus bruyamment !

IV

Si quelque chose doit inviter les Français à être fidèles à leur grande tradition des *idées claires*, — qui ne sont, quoi qu'on en dise, pas nécessairement le contraire des *idées profondes*, — c'est bien le centenaire, célébré cette année même, du *Discours de la Méthode*. Nous ne laisserons pas se clore cette année sans apporter ici notre modeste contribution à la reconnaissance française envers Descartes.

L'excellente revue *Christus*, toujours à l'affût des collaborations substantielles et fécondes, a demandé à Jacques Maritain, le grand philosophe catholique, une étude sur *Descartes et la Religion*. Cette étude a paru dans le n° de septembre-octobre 1937.

M. Maritain rappelle les travaux antérieurs sur la question, ceux surtout de M. Henri Gouhier. Une chose ressort clairement de ces recherches : c'est que « Descartes était personnellement croyant, un catholique sincère et décidé. » Il n'avait pas oublié, comme devait le faire Voltaire au siècle suivant, les leçons de ses maîtres, les Jésuites de La Flèche.

« Cet homme d'un esprit si libre et si curieux de tout, conscient d'avoir une mission intellectuelle d'importance capitale à remplir, et qui fonde toute sa philosophie sur une tentative héroïque de doute universel, afin de vaincre le doute par le doute lui-même, et par la découverte des certitudes infrangibles liées à l'existence du moi pensant, ce fondateur du rationalisme moderne, n'a jamais douté du *Credo* catholique, on pourrait même dire qu'il n'a pas assez ressenti l'inquiétude chercheuse et parfois douloureuse par laquelle la foi travaille l'âme et l'approfondit. Quand des théologiens protestants le poussaient en matière de religion, il répondait, en riant du coin des lèvres, qu'il voulait rester de la religion de son roi et de sa nourrice. »

Il n'y a donc pas de doute, Descartes était et il resta catholique. « Sa mort est un exemple très noble et très pur de mort chrétienne. » M. Maritain est même convaincu que, dans sa pensée, il fut également soucieux, — à la suite de cette sorte d'illumination et d'enthousiasme, de caractère tout religieux, dont il fut rempli le 10 novembre 1619, — de fonder la physique géométrique et d'asseoir le spiritualisme chrétien sur des fondements inébranlables.

Et pourtant, il n'a cessé de mener contre la théologie une lutte sourde, très habile mais très âpre. Quel est donc ce paradoxe ?

Rappelons-nous la vieille querelle qui opposait en France le clerc et le légiste, rappelons-nous le catholicisme français prenant la forme méfiante du gallicanisme. Il y eut là une discussion séculaire entre l'esprit laïque et l'esprit clérical. Cette discussion dure toujours. Elle a pris, au cours des âges, des formes diverses. Au fond, c'était une lutte entre croyants également convaincus et ardents.

Quand Descartes entre en scène, la France sort des guerres de religion, qui avaient fait, avec beaucoup de ruines, beaucoup d'athées, au témoignage du P. Mersenne. Malgré cela ou à cause de cela, les esprits cultivés se passionnaient pour les disputes théologiques, dans le temps même où l'astronomie moderne, la mécanique, la physique, la mathématique prenaient un nouvel essor.

C'est pourquoi Descartes se proposait une double tâche : « 1° de faire place dans les disciplines de la pensée à la science nouvelle ; 2° de concilier les deux courants, les deux traditions déjà opposées de la pensée française. Il a réussi dans la première tâche ; il a échoué dans la seconde, parce qu'il a conduit son entreprise par de mauvais chemins, et finalement il a servi (contre son gré) à fortifier puissamment une de nos traditions contre l'autre. »

En quoi s'est-il trompé ?

Au Moyen-Age, S. Thomas d'Aquin avait nettement posé le problème de l'accord de la raison avec la foi, de la philosophie avec la théologie. Mais en posant le problème, il avait maintenu les frontières, mieux que cela, il les avait nettement délimitées, il avait montré la distinction d'objet, de nature, de méthode, entre elles. Seulement, en fait, la théologie avait pris un essor tellement puissant que la philosophie et les sciences n'avaient pu quitter, à son égard, la « condition servile ». Et quand les sciences voulurent s'affirmer, la scolastique, pourtant décadente, prétendit continuer à les régenter, comme par le passé. Ce fut une véritable tragédie intellectuelle, un « déplorable malentendu ». Et, dit M. Maritain, « notre civilisation n'en est pas encore remise ». De même que les théologiens avaient empiété sur le domaine de la science, les savants, à leur tour, empiétèrent sur la théologie. Le scientisme du XIX^e siècle est une réplique mordante et absurde au théologisme exagéré qui condamna Galilée !

Descartes souffrit de cette condamnation. Il en vint à affirmer, par peur des théologiens, qu' « il enseignait plus que personne l'immobilité de la terre, puisque, d'après lui, la terre tournait autour du soleil, mais ne se déplaçait pas par rapport au tourbillon qui l'entraînait, tel un navire entraîné par l'eau d'un fleuve et *immobile* par rapport à ce fleuve. »

Dans son entretien avec Burman, il déclare carrément que les théoloigens ne savent guère qu'injurier. Il parlait évidemment des *scolastiques décadents*.

Ils n'avaient plus le large esprit de Thomas d'Aquin. Il faudrait donc en conclure que la décadence de la scolastique fut l'un des plus grands malheurs de l'histoire de l'Eglise, car, après avoir causé, en grande partie, la révolte luthérienne, elle causa encore l'hostilité mortelle du rationalisme. Car Descartes ne se borna pas à combattre en sourdine, mais avec un dynamisme irrésistible, enrobé dans sa philosophie, les théologiens de son temps. Il alla beaucoup plus loin ; il exclut, *par*

prétérition calculée, la théologie elle-même du domaine scientifique ! Ecoutons sur ce point capital Jacques Maritain :

« En définitive, à se placer dans la perspective de la philosophie de la culture et de l'histoire moderne, ce que Descartes se proposait de juste et de normal, c'est d'amener, en dépit de l'Aristote des théologiens, la philosophie et les sciences à leur légitime état d'autonomie, comme connaissances libres, dignes d'être cultivées pour elles-mêmes et déterminant elles-mêmes leur fin propre et leurs moyens. Pour cela, il lui fallait entrer en lutte avec *les théologiens de son temps.* Alors, il a entrepris de secouer le joug des *théologiens.* Mais il n'a pas seulement pensé : *A bas les théologiens,* ce qui était une pensée fort malsonnante, mais qui restait somme toute dans le domaine historique et humain de la sociologie et de l'intelligence. Il a pensé aussi, et voilà à notre avis sa grande faute : *A bas la théologie,* ce qui concernait l'ordre de l'intelligence elle-même, et qui était faux en soi, et renversait la hiérarchie des sagesses. Son œuvre, à ce point de vue, a été de refuser à la théologie le droit d'exister comme science, ainsi que plus tard Kant devait refuser à la métaphysique le droit d'exister comme science. »

Il aboutit donc à une conception très inexacte et très dangereuse de cette foi qu'il conservait en lui, très sincère et très réelle :

« Au lieu d'être ce qu'elle est en réalité, un regard ardent par où l'âme, adhérent à la Vérité première sur le témoignage de celle-ci, s'élance vers Dieu tel qu'il est en lui-même, supérieur à toutes les idées et à tous les sentiments, et l'atteint ainsi dans la nuit des énoncés révélés, insatisfaite et assoiffée tant qu'elle ne le verra pas face à face, la foi devient une simple soumission de la volonté à des formules reçues d'en haut avec d'autant plus de respect que l'âme les met mieux à l'abri dans une retraite bien close où rien ne les menacera et où elles ne menaceront rien. Au lieu d'être un don surnaturel de connaissance obscure, la foi deviendra pour Descartes un don surnaturel de simple obéissance. Et au lieu de tendre à pénétrer et vivifier toutes les énergies de l'âme et la raison elle-même, dans l'accomplissement de leur œuvre propre, elle se tiendra strictement séparée de la raison et isolée des énergies naturelles de l'âme, qui feront dès lors à elles toutes seules leur besogne et devront parvenir à la parfaite connaissance des choses qui de soi leur sont accessibles, comme à la parfaite conduite de la vie humaine ici-bas. »

On a souvent parlé de la « cloison étanche » entre la foi et la science. C'est ainsi que l'on expliquait qu'un savant dont nul n'osait nier l'autorité, le grand Pasteur, pût conserver, en pleine ère du scientisme, la foi de son enfance. Cette « cloison étanche », dont on trouverait la théorie dès le XIVe siècle nominaliste, a été établie par Descartes. Descartes a divisé l'homme. Il l'a dédoublé. Il veut que le croyant ignore le savant. Plus tard, il arrivera que l'économiste oubliera le chrétien, que le « capitaliste » pratiquera la religion de l'Evangile, sans la faire entrer dans la conduite de ses usines ou de ses affaires. On ne songera plus au mot si fort du Christ : « Vous ne pouvez servir Dieu et l'argent » !

Le créateur de la philosophie moderne, Descartes, est responsable de cette *dichotomie* à jamais déplorable ! Il fut le père authentique du rationalisme moderne, dont deux siècles d'errements ont révélé la superficialité malfaisante.

Et voici la conclusion de Jacques Maritain :

« Descartes a cherché quelque chose de bon par des moyens inadéquats. Il ne nous a pas demandé de renier son travail, mais plutôt de le reprendre à pied d'œuvre, — et avec moins d'impatience. Tout grand philosophe moderne a rêvé, comme lui, de concilier les deux traditions qui, à son époque, se partageaient déjà la civilisation, quoique d'une façon beaucoup moins grave que deux cents ans plus tard. Descartes a cru y parvenir en isolant si bien la raison de la foi que tout conflit fût rendu impossible ; en créant une foi nouvelle, Auguste Comte souhaitait d'instaurer un cléricalisme des savants. Descartes, mieux inspiré, aurait voulu, si je puis dire, instaurer un régime de pensée chrétien sans cléricalisme. Ajouterai-je que, à mon avis, c'est aussi ce qu'il convient de chercher, par de toutes autres voies et en comprenant que le cléricalisme est tout le contraire de l'esprit de l'Eglise ? Nous autres, qui proclamons la primauté spirituelle de la théologie, parce que nous la croyons exigée par la hiérarchie des sagesses, nous ne mettons pas pour cela le bras séculier au service des théologiens, et nous n'entendons pas que la philosophie, dans son développement propre, soit traitée comme un simple instrument de la théologie. Nous pensons qu'une philosophie authentiquement chrétienne, c'est-à-dire vivifiée du dedans par les dons de la foi, peut seule répondre aux besoins de l'intelligence moderne et de la civilisation moderne ; mais nous tenons pour acquise, et personne ne peut ne pas tenir pour acquise l'autonomie culturelle de la philosophie et des sciences, infravalentes mais libres, et plus généralement du monde du temporel ayant achevé de se différencier. Il ne nous paraît pas interdit d'espérer qu'un jour, et dans les divers domaines de la civilisation, des solutions de cette sorte prévalent, qui seront des solutions non de séparation, ni d'isolement, ni, encore moins, d'inimitié, mais des solutions de vie en commun et d'union... Si les non-chrétiens n'imposent pas violence aux chrétiens et si les chrétiens savent convaincre (ce qui vaut mieux que vaincre), et jouer à un degré suffisant un rôle animateur dans la cité, un climat chrétien, et donc, comme nous le croyons, accordé aux postulations profondes de la nature, pourra intégrer peu à peu l'une à l'autre, dans une recherche de conditions terrestres consonantes à la dignité et aux libertés de la personne humaine, et à un idéal héroïque d'amitié fraternelle, les deux traditions que déjà Descartes, au matin de nos grands conflits, avait voulu mais n'avait pas su concilier. »

Comme on le voit, cet examen bref et vigoureux de la religion de Descartes nous fournit, par surcroît, une belle affirmation de la « religion de Jacques Maritain », et c'est pour nous double bonne fortune.

V

Ce serait avec grand plaisir que nous emprunterions au même n° de *Christus* la belle étude de M. Léon Côte sur *Le Témoignage de Paul Claudel.* Ces pages sont à lire : Claudel est si peu connu, si peu compris surtout ! Tous ceux qui sont curieux des choses de l'esprit aimeront à se laisser guider dans les détours de la profonde pensée claudélienne par le guide averti et subtil qu'est toujours, dans le domaine littéraire, M. Léon Côte.

Mais le manque d'espace nous oblige, au sortir de Descartes, si l'on ose dire, à passer à une personne dont le nom est inséparablement lié au sien : nous voulons parler de Christine de Suède. La *Revue des Deux Mondes* du 15 octobre 1937 lui a consacré un article intitulé : *Christine de Suède et Mazarin. Le Meurtre de Monaldeschi,* sous la signature de Pierre de Luz.

Christine de Suède, fille du héros Gustave-Adolphe, n'avait que 6 ans quand son père tomba, le 6 novembre 1632, sur le champ de bataille de Lützen. Elle fut proclamée reine. Mais elle ne commença à gouverner par elle-même qu'en achevant ses 18 ans, le 8 décembre 1644. La Guerre de Trente ans, dont la période française avait été marquée en son début par ce *Vœu de Louis XIII* dont la France célèbre le troisième Centenaire, n'était pas encore terminée. Richelieu était mort, admiré des uns, honni et détesté du plus grand nombre. Mazarin continuait sa tâche. Ce fut sous le règne personnel de Christine que cette Guerre affreuse aboutit à sa conclusion par le double traité de Munster et d'Osnabrück, qu'on appelle encore « les traités de Westphalie » (1648). Mais la France demeurait face à face avec l'Espagne, jusqu'au traité des Pyrénées, en 1659.

Dans l'intervalle, Christine de Suède, notre alliée, s'était convertie et avait abdiqué au mois de juin 1654. Après un séjour dans les Pays-Bas espagnols, l'ex-reine se décida à fixer sa résidence à Rome, où elle devait faire son entrée, *incognita*, le 20 décembre 1655. Sept mois plus tard, elle quittait Rome pour la France. A ce moment, Mazarin cherchait à frapper les Habsbourg espagnols dans leurs possessions italiennes. Christine entra dans ses vues en signant, le 23 septembre 1656, le traité de Compiègne, par lequel elle acceptait de la France le trône de Naples, que la France s'engageait à conquérir pour elle, à partir de février 1657 au plus tard.

Pourquoi Christine se jeta-t-elle dans cette aventure ? Pourquoi le projet de Mazarin ne fut-il pas exécuté ? C'est ce qui va être dit.

Pour comprendre le dessein de Christine, il faut revenir sur sa conversion.

C'était une femme très cultivée, grande protectrice des lettres et des arts. Elle avait des doutes sur sa position religieuse, car elle était luthérienne. Ce fut le grand philosophe dont nous parlions tout à l'heure, Descartes, qui fut l'instrument de sa conversion. Descartes avait été amené à Stockholm par son ami Chanut, ministre puis ambassadeur de France en Suède. Il avait eu avec la reine de longs entretiens sur la question religieuse. Elle n'hésitait pas elle-même à attribuer aux discours du célèbre penseur le changement qui s'était opéré dans son âme. Parlant de lui, elle écrivait plus tard :

« La Providence de Dieu s'est servie de lui et de son illustre ami, le sieur de Chanut, pour nous en donner les premières lumières, que sa grâce et sa miséricorde achevèrent après, et nous faire embrasser les vérités de la religion catholique, apostolique et romaine. »

Ce témoignage est formel. Il suffirait à nous prouver que la religion de Descartes ne fut pas seulement une « prudence », un « extérieur » calculé, ou une acceptation passive de sa tradition nationale et familiale. Nous disions tout à l'heure, avec Jacques Maritain, qu'il ne laissait plus, dans sa philosophie, de place à la théologie parmi les sciences. Mais c'est qu'il avait précisément modifié sa conception, la conception traditionnelle de la *science*. Selon l'usage de tous les temps, le mot « science » s'oppose à « connaissance vulgaire, non vérifiée, non contrôlée ». Le mot « science » implique « preuve, certitude, méthode, généralité ». Or, la théologie a tout cela, sans conteste. Elle est donc une science au sens fort, au sens traditionnel et étymologique du mot. Mais si l'on définit la science par les « idées claires, démontrables et démontrées par la simple raison », il est évident que la théologie, qui admet des *mystères*, non démontrables par la raison, ne peut plus être une science.

N'importe, Descartes, cela est certain, connaissait sa religion, pouvait en donner les preuves. La conversion de Christine ne fut pas une question de sentiment. Descartes ne lui conseilla nullement de rester dans la religion de son père, le grand Gustave-Adolphe, ni de son pays, qui l'excluait au contraire par tout son système légal et constitutionnel. Il lui prouva la vérité de la doctrine catholique et lui conseilla sans doute de consulter, pour supplément d'information et d'instruction religieuse, des Jésuites. De fait, elle fit venir secrètement à Stockholm les PP. Malines et Casati. Et elle leur posa la question décisive pour elle : « Puis-je concilier mes devoirs de catholique avec mes obligations de souveraine d'un peuple luthérien ? »

Les Pères lui répondirent : *Non*. Dès lors, elle songea à abdiquer. Probablement l'idée lui en était venue dès 1646, elle s'y arrêta en 1649 et s'y fixa en 1651, sans retour. Quand le P. Casati quitta la Suède, en mai 1652, la conversion de la reine était un fait accompli, mais demeurait secrète. Son abdication n'était plus qu'affaire de temps et d'opportunité. On avait voulu lui faire épouser son cousin-germain Charles-Gustave. Elle ne voulait point de cette union. Mais elle n'était pas opposée à céder le trône à ce prétendant, son proche parent, qui était un excellent capitaine. Elle commença par faire connaître au pays qu'il fallait à sa tête « un homme ». Elle fit reconnaître Charles-Gustave comme héritier du trône. Elle lui donna le commandement général de l'armée. Elle habitua peu à peu ses ministres à l'idée d'un changement de règne, et enfin, le 6 juin 1654, elle déposait la couronne.

Mais là ne s'arrêtaient pas ses soucis. C'est que la loi suédoise de 1617 ne stipulait pas seulement que toute personne, quel que fût son rang, qui adopterait la doctrine « papiste », serait déchue de tous ses droits et proscrite du royaume ; mais elle ajoutait que tous ses biens seraient confisqués ! La conversion au catholicisme *privait donc du droit de propriété*. Or, Christine, élevée sur le trône et dans l'usage des dons de la fortune, n'entendait pas se trouver du jour au lendemain dans l'extrême misère. Elle aurait pu sans doute entrer dans un couvent, embrasser la pauvreté religieuse. Mais elle ne s'y sentait point portée. Elle avait des goûts d'artiste, l'amour des lettres. Cela se conciliait sans peine avec sa foi de catholique. Elle voulait donc se réserver de larges ressources financières, une grande indépendance politique, pour satisfaire ses penchants intellectuels et artistiques. Par l'acte d'abdication de 1654, qu'elle fit accepter au roi son successeur, au Conseil des ministres et aux Etats du pays, elle se déclarait libre de toute sujétion, obéissance et obligations politiques, ne devant de comptes qu'à Dieu seul. Elle revendiquait le droit de juridiction souveraine sur

sa cour, sur sa garde du corps et sur des domaines, formés d'îles et de villes entières, à savoir, la ville et le château de Norrkoping, Oland avec Borgholm sa capitale, Gottland avec la ville et le château de Visby, Osel en Esthonie avec la ville et le château d'Arenbourg ; en un mot, un véritable apanage, dans lequel elle nommerait, seule, les gouverneurs, les juges, les officiers de tout ordre.

Pourtant, toutes ces précautions devenaient illusoires, si l'on venait à apprendre sa conversion. Puisque le passage au papisme enlevait tout droit, elle ne pouvait conserver ce que l'acte d'abdication lui accordait. Christine ne l'ignore pas. Elle cherche à mobiliser la fortune qu'on lui a concédée. Elle a négocié avec Mazarin pour que la France lui verse, à elle directement, sous forme de « rente viagère », le prix de vaisseaux construits en Suède pour nous. Cette proposition ayant été repoussée, elle essaie, une fois réfugiée aux Pays-Bas espagnols, de négocier avec Charles-Gustave, son successeur, devenu Charles X, la rétrocession des biens qu'on lui a attribués, contre une somme de 4 millions. Mais la somme paraît fabuleuse au roi, impossible à trouver et à réunir. Christine rabaisse sa demande à un million et demi, immédiatement versé. Nouveau refus du roi. Elle déclare alors se contenter d'un paiement en nature : cuivre, fer, chanvre, lin, goudron. Elle accepterait même une petite armée de 4000 hommes de pied et 2000 cavaliers, qu'elle pourrait louer ou vendre au plus offrant, dans la guerre qui se poursuit entre la France et l'Espagne. Charles X se borne à lui conseiller de louer ses terres à un particulier. Mais on retombe ainsi dans les mêmes difficultés. Le jour où Christine avouera officiellement et publiquement sa conversion la propriété de ses biens lui sera enlevée ! Mais comme elle veut aller s'établir à Rome, capitale des arts et des lettres, elle se décide à faire le pas. Le pape a déclaré en effet qu'il ne pouvait la recevoir qu'après son abjuration. Elle s'exécute donc, le 3 octobre 1655, à Innsbruck.

A ce moment, Christine, qui a séjourné aux Pays-Bas espagnols et qui a abjuré au Tyrol, propriété des Habsbourg, ne semble plus être du côté de la France.

Mais à Rome elle entre en relations avec notre ambassadeur, Hugues de Lionne, le plus fin de nos diplomates, le meilleur élève d'Abel Servien, son oncle. Elle est séduite par l'esprit et les charmes de la femme de Lionne. Elle calcule aussi son intérêt. Ses ressources ne cessent de diminuer. Au printemps de 1656, elle en est réduite à engager ses bijoux. Il lui faut quémander des secours aux cardinaux, au mont-de-piété, au pape. Elle annonce publiquement son dessein d'aller trouver Charles X en Suède pour s'entendre avec lui, mais ce n'est qu'un prétexte pour passer en France, où elle espère beaucoup de Mazarin, qui l'associe à ses calculs de guerre contre l'Espagne.

De fait, elle quitte Rome, le 19 juillet 1656. Elle voyage toujours en reine *in partibus*, suivie de son grand-écuyer Monaldeschi, de son grand chambellan Francesco-Maria Santinelli, de son secrétaire français Gilbert, et d'une quarantaine de personnes de service. Un pamphlétaire hollandais devait dire méchamment d'elle : « Christine vint à Rome espagnole, catholique, vierge et riche ; elle en est partie française, renégate, femme et mendiante. »

En réalité, Christine venait en France pour résoudre le problème angoissant de ses ressources. Elle mène grand train, et elle n'a pas d'argent. De brillantes réceptions lui sont faites, à Lyon, à Fontainebleau, à Paris, où Ménage lui présente l'Académie française, à Chantilly, et enfin à Compiègne, où elle trouve Mazarin, négocie avec lui, et signe, quatre jours plus tard, le traité du 22 septembre 1656, qui lui assure une pension et ce trône que la France doit conquérir pour elle.

Au point de vue financier, qui l'intéressait à si haut point, elle a obtenu une solution simple, celle-là même à laquelle elle avait songé dès le principe : la France diminuera ses subsides à la Suède, versera la différence à Christine, qui cèdera ses revenus en Suède à Charles X, son cousin et successeur, pour parfaire cette même différence. Mazarin lui donnait immédiatement, à titre d'avances, 50.000 écus sur sa propre cassette.

Mais ces clauses n'étaient pas inscrites au traité du 22 septembre, qui se confinait dans des stipulations politiques. La France avait négocié, au début de 1656, avec un envoyé secret de la noblesse napolitaine, Daniel Spinola. Un traité, promettant la libération de Naples du joug espagnol, avait été signé à Paris, le 9 mars. Le pacte conclu avec Christine n'en est que l'application. Aux Napolitaisn délivrés il fallait un souverain : on leur promettait Christine. Le roi de France s'engageait donc à prêter une flotte et une armée aux patriotes napolitains pour les aider à se débarrasser de l'Espagne. Dans le traité du 9 mars, les Napolitains devaient proclamer roi le duc d'Anjou, plus tard duc d'Orléans, et frère de Louis XIV. Mais il était clair que cette candidature serait mal vue en Europe. Le pacte du 22 septembre offrait une solution nouvelle, un « aménagement », aurait dit Briand, qui aimait ce terme.

Christine pourtant s'engageait à faire reconnaître le duc d'Anjou comme son successeur, et à rester toujours l'alliée de la France.

Le choix de Mazarin s'était fixé sur Christine parce qu'elle affirmait ne jamais vouloir se marier et que de la sorte les droits ultérieurs du duc d'Anjou étaient mieux assurés ; parce qu'elle n'était apparentée à aucune des grandes familles souveraines d'Europe et ne serait pas tentée de favoriser une autre puissance ; parce qu'elle avait à Rome un prestige et que l'appui de Rome était nécessaire à Naples ; enfin parce qu'elle avait donné des preuves de ses aptitudes au gouvernement, qu'elle était regrettée de tout son peuple, que sa conversion lui avait donné une sorte d'auréole, que le souvenir de Descartes, le grand penseur français, rendait plus brillante chez nous que partout ailleurs.

D'après le traité, la flotte française devait venir chercher Christine à Rome, quand Naples aurait été conquise. La reine partit donc pour la ville des papes, aussitôt après avoir signé. Elle passait le Mont-Cenis le 13 octobre, était reçue avec éclat à Turin, capitale de la Savoie ; par le duc de Mantoue, à Casale. Elle passe à Bologne, mais au lieu

de se rendre à Rome, où règne la peste, elle se fixe pour sept mois à Pesaro, petite ville où ses dépenses, cruel souci, sont plus limitées qu'ailleurs.

Mais les jours, les semaines et les mois se passent. Elle attend en vain l'attaque sur Naples. Le 29 mai 1657, elle n'y tient plus. Elle écrit à Mazarin qu'elle ira attendre à Avignon, ville pontificale, l'exécution du plan convenu.

Elle change sans doute d'avis en cours de route, car une fois en France elle se dirige sur Lyon, où elle doit recevoir une réponse du roi à la requête que Tenderini, l'un de ses officiers, est allé lui présenter. A la fin d'août, la réponse de Louis XIV arrive : il met à la disposition de Christine le château de Fontainebleau. Elle s'y installe en octobre. Durant un mois, elle s'y morfond. Mazarin tombe malade. Christine voit ses plans s'effilocher. Et c'est alors, le 10 novembre 1657, que se produit l'étrange événement de la galerie aux Cerfs, à Fontainebleau : l'exécution, après jugement sommaire, du grand écuyer de Christine, le marquis Monaldeschi.

Ce fut comme un coup de foudre ! L'opinion se déchaîna contre la reine. Encore aujourd'hui, cette tragédie pèse sur sa mémoire. Citons M. de Luz [1]:

« Le drame de Fontainebleau, rapidement connu en Europe, provoque contre Christine un mouvement d'indignation, de réprobation, de mépris et même de haine dont, cent ans plus tard, Voltaire se fera l'écho, dont nous retrouvons des traces dans des écrits tout récents. Ce qui a frappé l'imagination, c'est d'abord, même chez les contemporains, — et pourtant l'époque est passablement brutale, — le caractère sauvage de la mise à mort, qui fut une boucherie. C'est aussi le fait qu'une reine suédoise, hôte du roi de France dans un des châteaux de celui-ci, n'ait pas craint d'y faire massacrer une personne de son entourage, au lieu de déférer cette personne, accusée par elle d'un crime, à la justice française. Mais ce qui a surtout, semble-t-il, excité les esprits, c'est le caractère que certains pamphlets se sont plu à donner à la tragédie de la galerie aux Cerfs et que Voltaire a défini en une phrase : « Ce n'était pas une reine qui punissait un sujet, c'était une femme qui terminait une galanterie par un meurtre. »

Or, sait-on sur quelles bases plus que fragiles reposait cette hypothèse romanesque ? Sur deux écrits anonymes publiés à Amsterdam, quarante ans après la mort de Monaldeschi, plusieurs années après la mort de la reine Christine. Le premier a pour titre : *Histoire des intrigues galantes de la reine Christine de Suède et de sa cour, pendant son séjour à Rome* (1697) ; le second s'intitule : *Les Mémoires de la vie du comte D... avant sa retraite, contenant diverses aventures qui peuvent servir d'instruction à ceux qui ont à vivre dans le grand monde* (1698).

Des écrits anonymes, des écrits qui ne sont que de l'histoire romancée, des écrits où, entre autres erreurs historiques, on a confondu en un seul les deux voyages de Christine en France, en 1656 et 1657, telle est la source d'où sont sorties les biographies ultérieures de Christine, qui l'ont salie à qui mieux mieux ! Que Voltaire ait donné de la voix dans la meute, cela n'est pas fait pour nous étonner : le scandale était trop beau pour ne pas être joint à sa riche collection ! Mais l'histoire se doit d'être plus sérieuse. On ne trouve rien dans les sources contemporaines qui puisse étayer les accusations jetées contre Christine. Au contraire, on lit ces lignes dans les *Mémoires* de M^{me} de Motteville, bien placée pour tout savoir ou pour recueillir les rumeurs :

« Rien ne parut en elle de contraire à l'honneur, je veux dire à cet honneur qui dépend de la chasteté, et si elle s'était laissé entamer sur ce chapitre, les charitables gens de cour n'auraient pas oublié de le publier. »

Voilà qui est péremptoire et devrait suffire à couper court aux calomnies des pamphlétaires et des romanciers.

Mais revenons au drame lui-même. L'exécution de Monaldeschi était-elle contraire à la légalité suédoise ? Etait-elle contraire au droit des gens, reconnu alors ?

1° En ce qui concerne le droit suédois, la peine de mort était prévue par le code d'Eric XIV, dans un grand nombre de cas, notamment dans celui de haute trahison. Or, Christine s'était formellement réservé le droit de haute justice sur sa Cour et sa garde du corps. Au surplus, elle se rendit en Suède deux fois dans la suite ; on lui fit des difficultés pour son chapelain catholique, mais il ne fut jamais question, de la part du gouvernement suédois, de violation par elle du droit suédois qu'elle invoquait dans le cas du grand-écuyer.

On pourrait objecter que les formes légales n'auraient pas été parfaitement observées, que la mise à mort fut un massacre. Christine formait le tribunal à elle seule. Elle n'avait pour greffier bénévole que le P. Le Bel, ministre du couvent de la Trinité, à Fontainebleau, qui confessa le coupable et l'assista au cours du supplice. Quant à la cruauté de l'exécution, elle ne fut pas voulue et ne fut la suite que de la maladresse des bourreaux improvisés, Ludovic Santinelli et deux soldats de la garde, des Italiens également. Christine avait observé les formes autant que cela lui était possible Elle croyait se conformer aux lois de son pays et le dernier historien suédois de la reine, M. Weibull, dont le tome II est de 1936, a pu dire à ce sujet : « On peut appeler défectueuses et barbares ces lois de Suède. Mais, lorsque la reine Christine, qui avait vu consacrer par le roi, le conseil et les Etats de Suède son droit de justice sur sa cour, exerce ce droit et l'exerce en conformité des lois en vigueur en Suède, son acte ne saurait être qualifié de meurtre. »

2° Au point de vue du droit international, Christine pouvait invoquer le privilège d'*exterritorialité*. Si en effet ce privilège est accordé aux représentants d'une puissance étrangère, dans les limites de la résidence de ces représentants, si ce droit souvent violé a été plus souvent encore reconnu et proclamé, comment pourrait-on le refuser à une souveraine que la loi de son pays reconnaissait pour telle, dans les limites de sa Cour ?

Du reste, au lendemain de l'exécution de Monaldeschi, elle se hâta d'écrire à Louis XIV, à Anne d'Autriche, au cardinal Mazarin; pour les informer de ce qui s'était passé. Mazarin aussitôt lui avait envoyé son fidèle abbé Ondedei ,pour lui conseiller de rejeter publiquement sur Santinelli

et ses acolytes la responsabilité du fait, comme s'il ne s'était agi que d'une querelle d'Italiens.

Et ce conseil, assez lâche, s'accompagnait d'une menace : si Christine n'accepte pas la suggestion, elle ne recevra pas la visite du roi.

Evidemment, si elle avait douté de son droit elle se serait empressée d'obéir au tout-puissant ministre. Mais pas du tout ! Elle est trop fière pour cela. Elle a usé de son droit, fait exécuter un traître. Tout ce qu'elle peut faire, dit-elle, c'est de renvoyer les trois Italiens de sa cour. Mazarin insiste. Il envoie Chanut en personne presser Christine de faire ce qu'il lui a dit, il évoque le spectre de l'agitation populaire, de la réprobation publique.

Mais Christine, indomptable, lui réplique :

« Nous autres, gens du Nord, sommes peu farouches et naturellement peu craintifs... Pour l'action que j'ai faite avec Monaldescho, je vous dis que si je ne l'avais pas faite, je ne me coucherais pas ce soir sans la faire et je n'ai nulle raison de m'en repentir. »

Elle prend donc hautement ses responsabilités. C'est un geste assez fier pour qu'on le remarque. Elle les prend non seulement vis-à-vis du gouvernement français, mais vis-à-vis de l'Europe.

Venons au fond de la question. Quel était le crime de Monaldeschi ? Ici, les documents essentiels n'ont pu être retrouvés. Christine avait intercepté des lettres de son grand-écuyer qui révélaient aux Espagnols le traité de Compiègne. Ces lettres furent déposées du 6 au 10 novembre chez le P. Le Bel. Elles devaient contenir la preuve de la trahison. Mais elles ont disparu et n'ont pu être retrouvées.

Ce que les archives Vaticanes ont fait connaître, c'est qu'au début de novembre 1657, des rumeurs circulaient sur une prochaine expédition de troupes françaises sur Naples, qu'à Naples on était au courant, que l'on fortifiait les points stratégiques de la côte et que l'on savait que la reine Christine était mêlée à cette affaire. Les rapports des deux nonces de Paris et de Naples se complètent et se confirment sur ce point.

Donc, Christine et Mazarin étaient trahis. Par qui ? Elle n'avait confié le secret qu'à Monaldeschi et Santinelli. C'était l'un des deux. Monaldeschi, interrogé, n'hésita pas à accuser Santinelli. Mais la reine possédait les originaux et le confondit sur son écriture, qu'il ne put renier.

Telle est l'affirmation de M. Weibull, dans son très récent volume sur cette affaire. Et il apporte trois preuves :

« 1° Une lettre écrite le 26 mars 1658 de Lyon, par Christine à Mazarin (la reine quittant la France pour se rendre en Italie), où elle demande que justice soit faite des insinuations relatives à une affaire *commune au cardinal et à elle-même ;*

2° Une lettre écrite le 15 juin 1669, de Rome, par Christine au P. Hacki, prieur des Cisterciens en Pologne, qui s'occupe de la candidature de Christine au trône polonais. Dans cette lettre, la reine déclare que Monaldeschi s'était rendu coupable de la trahison la plus noire dont puisse se rendre coupable un serviteur vis-à-vis de son maître ; que sa mort avait été décidée après qu'il se fut, devant quatre témoins, dont le prieur de Fontainebleau (Le Bel), reconnu l'auteur de la lettre constituant son crime et qu'il eut déclaré : « Je mérite mille fois la mort » ;

3° Une lettre écrite, le même jour, 15 juin 1669, par le cardinal Azzolini à Mgr Marescotti, nonce en Pologne, pour confirmer et éclairer la lettre de Christine. D'après le fidèle ami et confident de la reine, Monaldeschi avait révélé à des tiers les négociations secrètement menées par Christine avec le cardinal Mazarin « et d'autres personnes ». Or, ces négociations secrètes, nous savons qu'elles concernaient l'affaire napolitaine. »

M. de Luz trouve ces preuves assez minces. Il a raison, au point de vue juridique. Car tout repose en somme sur le témoignage de Christine, à l'exception pourtant de la lettre du cardinal Azzolini, qui à Rome avait pu se documenter sur cette affaire autrement que par Christine. Monaldeschi en effet était sujet du pape par ses origines. Peut-on admettre qu'après le bruit énorme fait en Europe par cette exécution, Christine ait pu se retirer à Rome, y vivre de nombreuses années, y mourir, sans que des informations aient été prises, par voie diplomatique tout au moins, sur le grave événement qui avait étonné le monde ? De fait, nous savons par ailleurs que des enquêteurs s'étaient occupés de l'affaire, que la nonciature de Paris les avait envoyés au P. Le Bel. Sans doute ce dernier, invoquant le secret de la confession, refusa de répondre. Mais s'il avait eu la preuve de l'innocence de Monaldeschi, aurait-il pu se retrancher dans ce silence significatif ? De plus, si l'enquête ne put rien obtenir de lui, croit-on que Rome ne put parvenir tout de même à la certitude morale que tout s'était passé conformément au droit des gens ? Sans cela, serait-il admissible que le pape ait accordé le droit de séjour dans sa capitale à une reine que d'horribles soupçons auraient enveloppée ?

Dans sa lettre du 15 juin 1669, elle se borne à une affirmation. Elle estime que nul ne peut ni ne doit mettre en doute sa parole royale. Elle ne songeait pas à se défendre contre les calomnies de la postérité. Elle savait que son caractère était assez connu et respecté par ses contemporains pour que son affirmation dût suffire.

M. Weibull estime que l'histoire doit s'incliner devant cette affirmation, que la légende doit disparaître, que l'on doit réhabiliter cette grande figure.

M. de Luz pense que l'on doit cependant trouver en elle quelque chose d'étrange. Voici ses dernières lignes :

« Il y a, dans le tempérament de Christine, dans ses dispositions naturelles, — comme dans le personnage, non moins curieux, de son petit-neveu et lointain successeur Gustave III, fils, lui aussi, d'une Hohenzollern, — quelque chose d'étrange, de peu commun, dont M. Weibull ne fait à aucun moment état. L'ami de Voltaire et de Rousseau (il s'agit de Gustave III) aimait à jouer des rôles de femmes, ne goûtait, des femmes, que l'esprit. L'amie de Descartes, masculine d'allure et d'accoutrement, réfractaire au mariage et probablement à l'amour, a recherché toute sa vie à peu près exclusivement le commerce intellectuel des hommes. Dans Gustave III, il y a une énergie disproportionnée à la débilité de son corps chétif, dans Christine une énergie, un courage supérieurs à son sexe, et, chez ces deux rejetons de la maison de Wasa, un orgueil qui s'accompagne de mégalomanie. Mais Gustave qui, dans son enfance, se montrera cruel vis-à-vis des animaux, connaîtra, à l'âge

d'homme, des élans de clémence et de pitié, même à l'égard de traîtres avérés. Il connaîtra aussi des heures de doute, des moments de défaillance et d'abattement profond. Chez Christine, rien de pareil. C'est la femme qui, à vingt-cinq ans, écrit à Antoine Godeau : « Il y a longtemps que je suis persuadée que les choses que je crois sont celles que l'on doit croire. » Avec l'âge, les infirmités précoces, les embarras d'argent continuels, les déceptions, l'énergie de Christine faiblira. Son orgueil restera intact jusqu'au 19 avril 1689, jusqu'au dernier soupir. Orgueil de sa naissance, de sa royauté de droit divin, mais surtout orgueil de l'intelligence, croyance en l'infaillibilité de son jugement, volonté d'avoir toujours raison.

Si Christine, le 10 novembre 1657, eût daigné se montrer moins reine, si elle eût sacrifié à la charité chrétienne son prestige de justicière, si, en un mot, elle se fût montrée plus humaine, si, au lieu de défier l'opinion et par un acte inusité et par une affirmation sans preuves, elle eût, une fois son jugement rendu, remis à Mazarin, pour le plus grand embarras de celui-ci, le condamné Monaldeschi, elle occuperait depuis longtemps, dans la mémoire des hommes, la place qu'elle mérite et que des livres comme ceux de M. Weibull vont lui reconquérir. Grâce à lui et grâce à M. de Wertheimer, il ne sera plus possible désormais de rééditer, au sujet de « la cruelle folle qui assassina Monaldesco » (Voltaire *scripsit)*, les étranges raisonnements qui figurent dans maints ouvrages. Il ne sera plus permis d'aborder le personnage immense de Christine par l'exécution de Monaldeschi, seule victime d'une expédition militaire avortée. La vie privée de Christine, émondée de ses aventures imaginaires, apparaîtra telle qu'elle fut, austère et désenchantée, ornée de trois affections de durée et d'importance inégales : La Gardie, Ebba Sparre, et le cardinal Azzolini enfin, qu'elle tenait, probablement à tort, pour le plus grand homme de son siècle et qui ne put se faire élire pape non plus qu'elle ne devint reine de Naples. »

Il n'y a rien à ajouter à cela. Christine, avec ses derniers historiens, devient une grande et attachante figure. Ses calomniateurs ont pu triompher longtemps ; maintenant que la vérité s'est fait jour, leurs ignominies retombent sur eux-mêmes. Il est vrai que Voltaire se riait de tout et même de cela et qu'il s'était fait du mensonge un système et une habitude !

L'« AMI DU CLERGÉ » ET LES LIVRES

Comptes rendus Bibliographiques

R. P. Jenatton. — **Contre le Transformisme.** — In-8 de 86 p., 6 f. — Marseille, Editions Publiroc.

La question du Transformisme appliqué à l'origine du corps humain, est, au point de vue théologique, assez délicate. Précisément parce que toutes les lignes de détail n'en sont pas encore tracées d'une main ferme, il y a parfois, entre auteurs qualifiés, des divergences assez considérables.

M. Jenatton, continuant sur un nouveau terrain ses « études philosophiques, historiques, théologiques et sociales », publie aujourd'hui un opuscule *contre* le transformisme.

Ce « contre » nous fait pressentir une attaque à fond et une condamnation sans circonstances atténuantes.

Pour lui, « le transformisme est une hypothèse absolument gratuite, ne reposant sur aucun fait, violant ainsi les lois fondamentales de la véritable hypothèse scientifique » (p. 82). L'affirmation, on le voit, est radicale et sans ménagement pour personne.

D'autre part, au point de vue théologique, notre auteur se sent très fort. La Sainte Ecriture présente Adam « comme un être à part, n'ayant ni père, ni mère, ni frère, ni sœur, ni parenté d'aucune sorte. » Adam « ne peut pas être le produit, *en tant que corps*, de l'évolution d'une race antérieure... Il a été formé, seul et unique de son espèce, par une opération spéciale de Dieu » (p. 52). Et comme conclusion finale : « La manière dont a été formé le corps du premier homme est donc pour nous *article de foi par soi* et ne pourra jamais être article de foi par accident » (p. 84).

M. Jenatton fait l'honneur à l'*Ami* d'une ou deux références. Nous sommes heureux que certaines de nos attitudes aient pu lui fournir un argument en faveur de sa thèse. Mais, s'il a bien lu l'*Ami*, il aura pu constater que, tout en étant d'accord substantiellement avec lui, nous avons apporté certaines nuances dont peut-être il n'a pas suffisamment tenu compte, et surtout, nous avons complété notre pensée tout dernièrement en rendant compte des dernières formes sous lesquelles se propose aujourd'hui le transformisme. Que Dieu soit intervenu d'une manière spéciale dans la formation du premier corps humain : voilà une vérité incontestable ; mais nous n'oserions qualifier cette intervention d' « article de foi. » Vérité *certaine*, résultant de l'interprétation traditionnelle de la Sainte Ecriture et de l'impossibilité, en la rejetant, de maintenir intact, dans sa vérité religieuse essentielle, le récit de la création du premier homme. C'est bien là, du reste, la note qui semble résulter à la fois de l'intervention discrète de l'Eglise dans l'affaire des PP. Zahm et Leroy et de la décision de 1909 de la Commission Biblique. Que, d'autre part, le transformisme, pour se rendre orthodoxe, soit obligé de compliquer les choses plus que ne les complique le récit de la Genèse : c'est encore un autre point sur lequel nous sommes pleinement d'accord.

Mais, dans une discussion qui se propose d'établir la position prudente et sage du théologien en face du transformisme, il s'agit moins de savoir ce qui est plus ou moins compliqué, que de préciser exactement les points où la liberté d'opiner existe ou n'existe plus. Il est d'une mauvaise tactique, nous semble-t-il, de dresser la théologie et la foi « contre » la science ou ce qui se prétend tel. Il serait plus habile — et plus vrai — de fixer simplement les limites au-delà desquelles la théologie et la foi peuvent considérer d'un œil placide, sinon bienveillant, les ébats variés, mais souvent déconcertants d'une science qui cherche, peut-être à tort, mais en tout cas de **bonne foi, la vérité.**

C'est pourquoi nous avons regretté de ne pas trouver dans l'opuscule de M. Jenatton la moindre allusion aux hypothèses proposées depuis quinze ans environ, par diverses sommités scientifiques, dont il n'est pas possible de ne pas tenir compte : MM. Boule, Cuénot, l'abbé Breuil, le P. Teilhard de Chardin, les abbés Bouyssonie. La théorie de l'évolution progressive et généralisée, contre laquelle M. Jenatton combat et nous-mêmes avons combattu dans l'*Ami*, est aujourd'hui défunte. Laissons-la en paix. Mais, dans son livre *La genèse des espèces animales*, le professeur Cuénot s'arrête à une autre solution : l'évolution ne serait plus insensible et continue ; la transformation du pré-homme en homme véritable pourrait s'être opérée sur quelques individus, si l'on admet que la *mutation* est la forme unique des variations évolutives : « Il fut un temps, écrivent à ce propos les abbés Bouyssonie, où la « science » croyait que la transformation des espèces devait se faire d'une manière insensible et continue ; maintenant c'est par *mutation brusque*. On commence à s'habituer à l'idée que la vie a de longues périodes de stabilisation, mais aussi des moments d'explosion qui ne se produisent qu'en tel temps et en tel lieu » (*Dict. de Théol. cath.*, art. *Polygénisme*, col. 2535). Ainsi pourrait se trouver scientifiquement admise l'ori-